

■ 76

► **Motion de la commission exécutive du SNFOLC 76 (adoptée à l'unanimité le 10 avril) – « Ils défendent le statut. Ils refusent la privatisation. Soutien et solidarité avec les cheminots.**

La Commission Exécutive du SNFOLC 76 apporte son entier soutien aux cheminots en grève pour bloquer la volonté du gouvernement de privatiser la SNCF et de détruire leur statut.

Comme citoyens, comme usagers, nous sommes tous partie prenante de leurs revendications car nous avons besoin du service public républicain et tous les arguments du gouvernement ne sont que mensonges et manipulations.

Comme fonctionnaires avec les salariés de la SNCF, nous savons que la défense du statut des cheminots c'est la défense de tous les statuts, de toutes les conventions collectives, de tous les services publics, tous mis en cause à l'école, dans les universités, à l'hôpital et dans tous les services publics par la politique du gouvernement.

Comme syndicalistes, nous soutenons leur volonté d'obtenir satisfaction par l'action unie soudée sur les revendications exprimées par les assemblées générales avec les organisations syndicales.

Les revendications et les exigences des salariés de la SNCF sont des revendications et exigences de tous les fonctionnaires, ce sont les revendications Force Ouvrière en défense des intérêts des salariés, en défense du service public républicain.

Informée de l'appel des syndicats de cheminots CGT, SUD, UNSA, CFDT et FO de l'agglomération rouennaise à un rassemblement le samedi 14 avril (10h30 cours Clémenceau), la Commission Exécutive du SNFOLC 76 appelle tous les personnels à participer massivement à ce rassemblement.

■ 27

► **HIS Lycée Modeste Leroy (Evreux) – motion SNFOLC, SNETAA-FO, CGT Educ'action**

Nous professeurs du lycée et du LP modeste-Leroy d'Evreux réunis avec nos sections syndicales SNFOLC, SNETAAFO, CGT Educ'action

Avons pris connaissance que dans de nombreux secteurs s'organise et prend corps la résistance des salariés aux régressions sociales que veut nous imposer le gouvernement (SNCF, Air France, magasins Carrefour, universités, hôpitaux, EDF, éboueurs, etc)

Les cheminots refusent que l'on casse leur statut. Ils ont raison.

Les personnels hospitaliers refusent que l'on dégrade davantage leurs conditions de travail en recourant à des personnels précaires. Ils ont raison.

Dans l'éducation nationale, le ministre maintient sa réforme du lycée à marche forcée qui livre les lycées à l'autonomie et à la mise en concurrence des personnels et des établissements.

Le projet de réforme de la formation professionnelle, placerait la formation initiale sous la coupe des régions et des besoins locaux des entreprises.

La ministre Vidal maintient sa réforme qui instaure la sélection à l'université.

Conséquences : des milliers de postes sont fermés en lycées, des milliers de bacheliers n'auront pas d'accès aux études supérieures faute de places créées dans les universités.

Cheminots et enseignants, c'est le statut que le gouvernement veut casser.

Réforme du baccalauréat, c'est le diplôme que le gouvernement veut réduire à un chiffon de papier.

Diplômes et statuts, ce sont les droits collectifs reconnus nationalement qui sont attaqués.

C'est l'individualisation des carrières et des salaires, c'est la précarité que l'on veut nous imposer.

Nous refusons que les droits diplômes nationaux de nos élèves et nos statuts soient mis en pièces.

La régression sociale que le gouvernement veut réaliser coûte que coûte malgré la résistance croissante des salariés et des personnels ne laisse pas d'autre choix que la construction du rapport de force pour bloquer le pays, bloquer cette politique.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut que les personnels de l'Education nationale rejoignent le mouvement de grève qui s'amplifie dans le pays.

Nous faisons savoir que s'il faut la grève et sa reconduction pour que le gouvernement renonce à ses projets contre nos statuts et contre les diplômés nationaux : nous y sommes prêts maintenant.

■ 92

► **Motion du bureau départemental du SNFOLC 92 – soutien au mouvement des cheminots**

Les membres du bureau départemental du syndicat FORCE OUVRIERE des lycées et collèges des Hauts-de-Seine, réunis le lundi 9 avril tiennent à réaffirmer leur soutien total au mouvement des cheminots, qui se sont massivement mis en grève mardi 3, mercredi 4 avril, dimanche 8 et lundi 9 avril à l'appel de toutes leurs fédérations syndicales, et qui doivent recommencer tant que le gouvernement restera méprisant et sourd à leurs revendications.

Les « usagers » de la SNCF, particulièrement en région parisienne, sont d'abord et avant tout des salariés qui ont besoin d'un service public de transport accessible et non d'un service soumis aux aléas de la rentabilité économique. Beaucoup de salariés sont également confrontés aux plans de casse du gouvernement, que ce soit dans la fonction publique ou dans le secteur privé. Nous estimons que rien de bon pour les salariés ne peut sortir de la privatisation de la SNCF qui aurait notamment pour conséquences désastreuses la fermeture de 9000 km de lignes, l'augmentation du prix des billets de train ou encore la fragilisation des infrastructures.

En se mobilisant, en faisant grève pour rejeter le projet du gouvernement et défendre le service public ferroviaire, les cheminots avec leurs organisations syndicales défendent l'intérêt de *tous* les salariés.

Les revendications et les exigences des salariés de la SNCF sont des revendications et exigences de tous les fonctionnaires, ce sont les revendications de FORCE OUVRIERE, en défense des intérêts des salariés, du statut des fonctionnaires et du service public républicain.

Comme fonctionnaires avec les salariés de la SNCF, nous savons que la défense du statut des cheminots *c'est la défense de tous les statuts*, de toutes les conventions collectives, de tous les services publics, tous mis en cause à l'école, dans les universités, à l'hôpital et dans tous les services publics par la politique du gouvernement.

C'est pourquoi, les membres du bureau départemental appellent ses adhérents à se réunir en heure d'information syndicale ou en assemblée générale dans leur établissement pour construire la participation aux mobilisations à venir et pour préparer la grève afin d'obtenir satisfaction sur les revendications.

► **HIS Lycée Marie Curie (Sceaux) – motion / pétition**

Nous, personnels réunis en heure d'information syndicale au lycée Marie Curie de Sceaux avons pris connaissance du projet de réforme Blanquer du baccalauréat et du lycée.

Nous considérons qu'il s'agit d'une régression pour les élèves et les personnels enseignants d'orientation et de vie scolaire pour plusieurs raisons :

- 1- cette réforme consacre l'autonomie de l'établissement, c'est-à-dire la gestion locale de la pénurie, contre les horaires et les diplômés nationaux,
- 2- elle induit une baisse horaire avec notamment la disparition de nombreux enseignements facultatifs,
- 3- le choix trop restreint de 2 spécialités de Terminale impose une orientation précoce aux élèves à la fin de la 1ère
- 4- le Bac devient local et n'aurait plus que la valeur accordée au lycée où l'élève le préparerait,
- 5- la part de contrôle continu expose les enseignants à de multiples pressions sur leur évaluation,
- 6- sur le modèle de la réforme du collège, des disciplines sont menacées et d'autres sont globalisées ce qui conduit inévitablement à installer une concurrence entre les disciplines et les collègues,
- 7- la réforme transfère les missions d'orientation aux professeurs, au détriment de leur service d'enseignement, cœur de leur métier,
- 8- elle n'est pas compatible avec nos obligations de service et les menace gravement.

De plus

Le gouvernement concentre des décisions négatives contre les personnels et leurs statuts en un temps record. C'est la suite des ordonnances contre le Code du Travail, c'est leur déclinaison dans le public, en lien avec l'objectif quinquennal de réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros.

Baisse du pouvoir d'achat :

- 16% de pouvoir d'achat depuis 2000

La valeur du point d'indice est gelée pour 2018, le jour de carence est rétabli, la compensation de la hausse de la CSG n'est que partielle, non pérennisée et en retard !

Avec la non-revalorisation PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations) **et l'augmentation de la retenue Pension Civile, nos salaires nets ont encore baissé en janvier !**

Suppressions de postes :

- 264 mille postes de 2004 à 2014 officiellement dans la seule Fonction Publique d'Etat
- 120 mille postes de quinquennat, dont 25 mille dans l'Education Nationale

C'est moins de service rendu aux usagers, l'abandon de missions ou leur privatisation, et plus de travail et de risques psychosociaux pour les agents.

Dans l'Education Nationale :

- 20% de places aux concours de recrutement en 2018

+ 26 mille élèves à la rentrée 2018 !

Le 22 mars, les fédérations de Fonctionnaires FO, CGT, FSU, Solidaires, FAFP, CGC et CFTC appellent à la grève et à la manifestation le jeudi 22 mars 2018.

■ 91

► **Motion du SDFOLC91 – « Le SDFOLC91 apporte tout son soutien aux cheminots »**

Les 3 et 4 avril les cheminots se sont mis massivement en grève pour la défense de leur statut, du service public ferroviaire, contre la privatisation. Les 8 et 9 avril, ils ont reconduit la grève : ils ont raison !

En défendant leur statut, les cheminots défendent tous les statuts, toutes les conventions collectives, tous les services publics.

En faisant grève, les cheminots, avec leurs organisations syndicales, défendent l'intérêt de tous les salariés.

C'est pourquoi, le SDFOLC91 leur apporte son soutien total et appelle les personnels enseignants et de vie scolaire des lycées et collèges de l'Essonne à faire de même en adoptant des motions de soutien.

Le SDFOLC91 appelle également les personnels à se réunir en assemblées générales pour mettre en débat les moyens afin de bloquer les réformes destructrices du gouvernement, pour construire la grève et mettre en discussion sa reconduction.

► **HIS Collège Camus (Ris-Orangis) – motion des syndicats FO, CGT, SNES-FSU**

SOUTIEN TOTAL À LA GRÈVE DES CHEMINOTS !

Motion des syndicats FO, CGT et SNES-FSU du collège Camus de Ris-Orangis

« Les 3 et 4 avril, les cheminots se sont massivement mis en grève à l'appel de toutes leurs fédérations syndicales. Ils ont reconduit la grève les 8 et 9 avril. Ils ont exprimé leur détermination à obtenir le retrait du rapport Spinetta et des mesures gouvernementales contre la SNCF et leur statut.

Les sections syndicales FO, CGT et FSU de notre collège affirment leur totale solidarité avec les cheminots en grève.

Les cheminots ont raison : en défendant le service public, en défendant leur statut, ils défendent les intérêts de toute la population. De la même manière nous sommes résolus à bloquer l'offensive du gouvernement contre l'école publique, contre les diplômés et le statut de fonctionnaire.

Contre la campagne médiatique forcenée qui consiste à chercher à opposer les « usagers » aux cheminots, nos sections réaffirment que les « usagers » de la SNCF sont d'abord et avant tout des salariés confrontés là où ils sont aux plans de destruction du gouvernement, que ce soit dans la fonction publique avec le plan «refonder le contrat social» ou dans le secteur privé avec la mise en place des ordonnances Macron.

Les cheminots ont raison. Leurs revendications sont les nôtres.

Nous décidons de faire connaître cette prise de position dans tous les établissements de l'Essonne, ainsi qu'à nos organisations syndicales. »

► **HIS Collège Les Dînes Chiens (Chilly-Mazarin)**

Le 22 mars, la grève a été très suivie dans toute la Fonction publique car les fonctionnaires n'en peuvent plus du gel des salaires, des suppressions de postes et des contre-réformes qui remettent en cause les garanties statutaires. Les 3 et 4 avril, les cheminots se sont massivement mis en grève. Les 8 et 9 avril, ils ont reconduit la grève. Ils ont exprimé leur détermination à obtenir le retrait du rapport Spinetta et des mesures gouvernementales contre la SNCF et leur statut. **Nous affirmons notre totale solidarité avec les cheminots en grève. Ils ont raison : en défendant**

le service public, en défendant leur statut, les cheminots défendent les intérêts de toute la population. De la même manière nous sommes résolus à bloquer l'offensive du gouvernement contre l'école publique, contre les diplômés et le statut de fonctionnaire.

Nous nous sommes réunis en heure d'information syndicale aujourd'hui, le 9 avril, avec notre section FO, pour discuter des moyens pour faire reculer le gouvernement. Pour gagner, il faut le rapport de force interprofessionnel. Nous décidons de faire connaître cette prise de position dans tous les établissements de l'Essonne, ainsi qu'à nos organisations syndicales.

■ 74

► **Communiqué FO de soutien aux cheminots en grève**

SOUTIEN ET SOLIDARITE AVEC LES CHEMINOTS EN GREVE.

ILS DEFENDENT LE STATUT. ILS REFUSENT LA PRIVATISATION. ILS ONT RAISON !

La FNEC FP-FO de la Haute Savoie apporte son entier soutien aux cheminots en grève massive pour bloquer la volonté du gouvernement de privatiser la SNCF et de détruire leur statut.

Comme citoyens, comme salariés, nous sommes tous partie prenante de leurs revendications car nous avons besoin du service public républicain et tous les arguments du gouvernement ne sont que mensonges et manipulations.

Comme fonctionnaires avec les salariés de la SNCF, nous savons que la défense du statut des cheminots c'est la défense de tous les statuts, de toutes les conventions collectives, de tous les services publics, tous mis en cause à l'école, dans les universités, à l'hôpital et dans tous les services publics par la politique du gouvernement.

Comme syndicalistes, nous soutenons leur volonté d'obtenir satisfaction en grève par l'action unie soudée sur les revendications exprimées par les assemblées générales avec les organisations syndicales.

Les revendications et les exigences des salariés de la SNCF sont des revendications et exigences de tous les fonctionnaires ; ce sont les revendications Force Ouvrière en défense des intérêts des salariés, en défense du service public républicain.

■ 33

► **Appel de l'assemblée générale FNEC FP FO de la Gironde « Et si c'était le moment ? » (30/03)**

Appel qui se conclut par : l'AG des syndicats de la FNEC FP FO de la Gironde, en plein accord avec la FNEC FP FO nationale, appelle les personnels : - à se réunir en AG dans les services, les écoles, les établissements pour discuter de la grève en relation avec le mouvement des cheminots, dès le 3 avril prochain. - à reprendre à leur compte cet appel et à le diffuser massivement.

■ 02

► **HIS Collège Paul Eluard (Gauchy) – motion avec SNFOLC et SNES-FSU**

Les personnels du collège Paul Eluard de Gauchy, réunis le mardi 10 avril, avec leurs représentants SNFOLC, SNES-FSU, ont fait le point sur la situation générale et à l'Education nationale. Ils déclarent :

Le 22 mars, la grève dans la Fonction publique a été très suivie car les fonctionnaires n'en peuvent plus du gel des salaires, du rétablissement du jour de carence, des suppressions de postes, des conditions de travail impossibles et des contre-réformes qui remettent en cause les droits statutaires des personnels. Ils ne veulent pas du « *plan action publique 2022* » du ministre Darmanin, avec son « *nouveau contrat social* » liquidant les statuts, et la rémunération « *au mérite* ».

Les cheminots ont fait bloc en se mobilisant massivement dans la grève le 22 mars, puis à nouveau les 3, 4, 8 et 9 avril contre le rapport Spinetta qui annonce la liquidation de leur statut et la privatisation de la SNCF. Face au refus gouvernemental de négocier sur les revendications, les AG continuent à voter la grève.

La mobilisation des étudiants, des personnels pour le retrait de *Parcoursup* et de la loi *Orientation et réussite des étudiants* s'amplifie. Dans de nombreux autres secteurs, la mobilisation des salariés pour leurs salaires, leurs droits et leurs emplois se développe (*Air France, Aéroports de Paris, éboueurs, l'énergie, Carrefour, les hôpitaux, les EHPAD...*).

Pour les personnels du collège Paul Eluard, ces attaques que mène le gouvernement contre la Fonction publique, la SNCF, l'enseignement supérieur, etc. participent d'une offensive générale contre les conquêtes sociales de l'ensemble des salariés, et, ce faisant, contre notre modèle social basé sur l'égalité des droits. Le gouvernement

veut imposer la régression sociale partout à marche forcée y compris en cassant le statut de la Fonction publique et les services publics.

À l'Éducation nationale, cette offensive passe aujourd'hui, notamment, par de nouvelles suppressions de postes et d'heures de cours à l'occasion de la rentrée 2018 (91 équivalents temps plein supprimés dans l'académie d'Amiens, dont 35 dans le département de l'Aisne...), et par la réforme du baccalauréat et du lycée remettant en cause l'enseignement disciplinaire, et donc les heures de cours et les postes des professeurs, ainsi que le bac comme diplôme national et premier grade universitaire.

Les personnels du collège Paul Eluard, avec leurs organisations syndicales SNFOLC, SNES-FSU, veulent le retrait de la réforme du baccalauréat et du lycée. Nous sommes résolus à bloquer l'offensive du gouvernement contre l'Ecole publique, contre les diplômes nationaux et le statut de fonctionnaire. C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement annule toutes les contre-réformes rejetées.

La mobilisation des cheminots montre l'exemple. Les cheminots ont raison. Leurs revendications sont les nôtres. Pour gagner, il faut le rapport de forces interprofessionnel, il faut la grève pour bloquer le pays, et s'il faut la grève : nous y sommes prêts.

Nous décidons de faire connaître notre position à la prochaine AG des cheminots organisée vendredi 13 avril à la gare de Saint Quentin, aux personnels des autres établissements et à nos organisations syndicales.

■ 13

► **Motion intersyndicale Lycée Nord SNFOLC, CGT, FSU, SUD Education**

Vive la grève des cheminots ! Leur lutte est la nôtre !

Depuis le 3 avril les cheminots sont engagés dans la grève pour le retrait du projet de loi Macron-Spinetta de privatisation de la SNCF et de casse de leur statut. Ils ont raison !

Ce n'est pas par la prétendue « concertation » avec ce gouvernement qu'ils obtiendront le retrait de ces mesures, mais bien par le rapport de force, par la grève unie.

Leur lutte est la nôtre ! Si le gouvernement parvient à détruire le statut des cheminots, il accélèrera encore l'offensive engagée pour détruire le statut de la fonction publique et l'ensemble des droits collectifs des travailleurs.

A l'inverse, la grève victorieuse des cheminots démontrerait qu'il est possible de bloquer les contre-réformes du gouvernement, elle donnerait confiance à tous ceux qui résistent à l'offensive de casse des droits et du service public.

Alors que nous sommes nous-mêmes confrontés à une offensive sans précédent de destruction du Bac, de casse du lycée et de remise en cause du droit aux études supérieures (loi ORE), nous affirmons que la construction d'un rapport de force puissant au moyen de la grève est nécessaire au retrait de la réforme du bac, du lycée, et de la loi ORE. Ce gouvernement ne comprend que le rapport de force. Pour notre part, nous y sommes prêts.

■ 93

► **Cité scolaire Olympe de Gouges (Noisy-le-Sec) – lettre aux parents**

Réforme du baccalauréat et du lycée, danger !

Madame, Monsieur,

Le ministère vient d'annoncer une « réforme » du baccalauréat et du lycée, présentée comme LA solution pour faire réussir tous les élèves. Pour nous, cette réforme est très dangereuse pour les élèves.

● **Les dangers de la réforme du baccalauréat**

Le projet de réforme du baccalauréat repose sur deux grandes mesures : **diminuer le nombre d'épreuves « finales »** (examens anonymes en fin de terminale) et **introduire le « contrôle continu »** (obtenir le bac dépendrait alors quasiment pour moitié des notes obtenues au cours de l'année, dans le lycée). Nous rejetons ces deux mesures.

► **Réduire le nombre d'épreuves finales, c'est manquer d'ambition pour les élèves.** Des épreuves finales en nombre suffisant, c'est un moyen d'être exigeant avec tous les élèves, dans un nombre important de disciplines : pense-t-on vraiment qu'il soit souhaitable de réduire les connaissances qu'on transmet aux jeunes, et dont on veut vérifier qu'ils les maîtrisent ? Et pour vérifier, on n'a rien inventé de mieux que les épreuves finales : d'ailleurs la plupart des pays européens nous imitent depuis plusieurs années, en mettant en place un examen final large et exigeant... au moment où le gouvernement français veut y renoncer !

► S'il peut à première vue paraître séduisant, **le contrôle continu fabrique un bac maison, ... qui menace la valeur du diplôme !**

Les épreuves nationales et anonymes garantissent l'égalité de traitement de tous les élèves. Il ne peut pas y avoir de doutes sur la valeur du diplôme, car il ne peut pas y avoir eu de favoritisme, de passe-droit. Avec le contrôle continu, le doute s'installera : certains lycées n'auraient-ils pas tendance à « surnoter » ? Le bac obtenu dans tel lycée « vaudra-t-il » autant que le bac obtenu dans tel autre lycée ? Si cette réforme passe, il faudra se battre pour être dans les lycées à la « meilleure réputation » : et il n'y aura pas de place pour tout le monde. Que se passera-t-il pour les élèves qui auront un diplôme « dévalué » par la réputation de leur lycée, par la rumeur ?

BAC LOCAL = disparition du diplôme national + inégalités entre lycées

► C'est d'autant plus inquiétant qu'avec **la loi ORE et la mise en place de Parcoursup**, les élèves sont maintenant **sélectionnés à l'entrée des universités** et n'ont aucune garantie d'avoir une place dans la filière de leur choix ! Actuellement le baccalauréat est un diplôme national qui garantit l'accès de tous les élèves sur tout le territoire aux filières de leurs choix. Avec ces réformes ce ne serait plus le cas !

► **Cette réforme ne va pas simplifier le baccalauréat, ni le rendre moins stressant, au contraire ! Moins d'épreuves au mois de juin ? C'est vrai... Mais le contrôle continu, c'est le baccalauréat en continu ! Toutes les notes comptent, en 1ère et en terminale, pour avoir le bac. En plus, le gouvernement veut mettre en place des épreuves ponctuelles deux fois par an, qui compteraient aussi pour l'examen. Et donc au lieu d'avoir une fois, en fin de terminale, une semaine d'examens, les élèves auront une semaine d'examens tous les 6 mois pendant deux ans...**

● Les dangers de la réforme du lycée

Le projet de réforme du lycée repose sur la **disparition des « séries » du bac** : à la place, les élèves devront **construire eux-mêmes leurs « parcours » en choisissant des spécialités (des « majeures » et des « mineures » ?)** c'est-à-dire en choisissant les enseignements qu'ils poursuivront (ou non) en 1ère et en terminale. Cette réforme permettrait officiellement une plus grande diversité de parcours, ainsi qu'un plus grand « droit à l'erreur » pour les élèves. Pour nous ces arguments sont faux.

Choix précoce des parcours = accès limité aux études !

► Dans le projet de réforme, les élèves de 15 ans devront déjà savoir précisément quelles études ils veulent poursuivre après le bac pour choisir très vite leurs « mineures » et leurs « majeures ». Ce projet aboutira à **une pré-orientation très précoce, restrictive et définitive des élèves de 15 ans, avec le risque d'empêcher les poursuites d'études deux ans plus tard** (si les élèves n'ont pas fait les « bons choix », s'ils ne savaient pas vraiment quoi choisir, etc.). En effet, le dispositif Parcoursup qui organise l'affectation des élèves à l'issue de l'année de terminale, prévoit des « attendus » pour chaque filière. Contrairement à la communication du gouvernement, ces attendus ne sont pas une aide pour l'élève mais un moyen pour sélectionner selon les capacités de l'établissement d'accueil. Malheur à l'élève qui n'aura pas fait les bons choix au bon moment ! Et pourtant il n'est pas anormal qu'un élève de 15 ou 16 ans puisse hésiter sur les spécialisations qui orienteront sa formation future !

Individualisation des parcours = mise en concurrence des élèves pour l'accès aux études supérieures

► **De plus, le plus grand flou règne sur l'avenir de la voie technologique** (séries actuelles telles que STMG, ST2S, STL, STI2D, ...) qui est un vecteur essentiel de la démocratisation de l'accès au bac et aux études supérieures.

Pour toutes ces raisons les enseignants de la cité scolaire Olympe-de-Gouges de Noisy-le-Sec, avec leurs sections syndicales Snes-FSU, SNFOLC et Sud Education, exigent :

Le retrait du projet Blanquer de réforme du bac et du lycée !

L'abrogation de la loi ORE et de Parcoursup !

Le maintien du baccalauréat avec des épreuves nationales, finales et anonymes, 1^{er} grade universitaire garantissant l'accès de tous les élèves sur tout le territoire aux filières de leurs choix !

Aucun contrôle continu !

► **Cité scolaire Olympe de Gouges (Noisy-le-Sec) – HIS et motion avec FO, SNES, SUD**

Enseignants de la cité scolaire Olympe de Gouges de Noisy-le-Sec, réunis en HIS avec nos sections Snes-FSU, SNFOLC et Sud Education, reprenons à notre compte le voeu adopté au Comité Technique Académique de Créteil du 26/03/2018 :

"Le CTA se prononce pour la défense du baccalauréat comme premier grade universitaire, diplôme national composé d'épreuves nationales, anonymes, ponctuelles et terminales.

En conséquence, le CTA demande le retrait des projets de décrets et d'arrêtés présentés au CSE du 21 mars et demande l'abandon du projet de réforme du lycée.

Il demande le retrait de la loi ORE et de Parcoursup."

Face à la violence de ces attaques et vu le contexte actuel, nous estimons que la grève jusqu'au retrait est plus que jamais à l'ordre du jour.

■ 69

► **Echos de la réunion des PsyEN au CIO de Villeurbanne à l'initiative de FO**

C'était un succès par le nombre de présents et de CIO représentés : plus de 60 mobilisés en 3 jours, venant des 3 départements, et de plus de 15 CIO. (...)

Les présents, directeurs de CIO, PsyEN titulaires et stagiaires, ont exprimé leur sidération lorsqu'ils ont appris les choses en début de semaine et leur détermination à agir. Ils ont apporté de nombreux témoignages de leurs discussions avec leurs usagers et partenaires (parents, élèves, autres personnels sociaux, chefs d'établissement, personnels de la DASEN ...) Ils ont souvent dit et entendu "Si nous on ne fait pas ça, qui le fera ?". Soutenir des élèves en grande difficulté cognitive, scolaire, sociale, parfois déscolarisés de longue date, les apprentis, le public non scolaire. Qui les aidera ? Cela ne doit-il pas être la mission du service public ? (...)

A l'issue des débats, les présents ont décidé avec le soutien de FO et du SNES d'appeler tous les personnels d'orientation à venir à une HIS académique le mardi 24 avril 2018 entre 9H et 12H dans ce même CIO de Villeurbanne. L'appel contient deux revendications précises : non à la fermeture des CIO, et non au transfert de la mission d'orientation en dehors de l'Education Nationale.

■ 57

► **Echos de l'AG académique des personnels de CIO à l'ESPE de Maxéville**

170 personnels peut-être davantage venus s'organiser avec les syndicats pour défendre les statuts et l'existence même des CIO. Un acte de candidature PsyEN réalisé à l'issue de l'AG.

■ 16

► **HIS Collège Felix Gaillard (Cognac) – AG avec FO, SUD, CFDT le 5 avril**

Les personnels du collège Félix Gaillard de Cognac, réunis en Assemblée Générale dans le cadre de l'heure mensuelle d'information syndicale, avec leurs organisations syndicales (SUD, CFDT, FO) et les élus des personnels au conseil d'administration, se félicitent du succès de la pétition unitaire avec la PEEP pour le maintien de toutes les classes du collège, permettant de garantir le maintien des postes existants.

Les personnels du collège Félix Gaillard de Cognac décident de se réunir de nouveau à la rentrée le 7 mai et de se rassembler avec les parents d'élèves à la sous-préfecture de Cognac à 17 heures et de demander audience au Sous-Préfet.